



Monsieur le Directeur de l'ENFiP,

Alors que le discours sur la formation professionnelle, quelle que soit l'instance où il est prononcé, classe celle-ci au rang des priorités, la réalité budgétaire prend toujours le dessus et replace bien vite les ambitions proclamées dans un cadre fort contraint, peu soucieux du résultat réel.

Il en va ainsi, encore une fois, de notre ENFiP, de ses élèves et de ses enseignants et de ses administratifs.

Pour ce qui est des scolarités, qui seraient prioritairement raccourcies et accessoirement renouvelées, on nous avait promis la concertation, on risque au final de se retrouver face à des coupes franches non négociables.

Le double langage DG/ENFiP n'est pas porteur d'une ligne claire !

Du côté Direction Générale : il y aurait des choses à négocier par le biais des GT Nationaux.

Du côté ENFiP c'est déjà l'annonce des positionnements, des durées voire du contenu sans aucun point de conditionnel : tous les éléments de langages sont au futur simple. Les développements fleuves et assidus de la direction de l'ENFiP n'y pourront rien changer on n'arrivera pas à nous faire prendre des vessies pour des lanternes !

Les fiches des blocs fonctionnels GF et SPL en sont la preuve : sous une apparente façade de scolarité plus professionnalisante, on voit vite que les données sont erronées. Un exemple concret : lorsque vous affirmez qu'un adjoint en SPL aura plus d'heures de formation au total avec la réforme, vous oubliez qu'un grand nombre de séances actuelles de GPE sont communes à la GPL donc non dispensées sous la casquette GPL (DDR3, marchés publics...). Le volume horaire est donc totalement différent.

La réduction de la durée est forcément liée à une perte de technicité : la mise en place de classe inversée peut être bien évidemment intéressante mais cela demande du travail en amont d'appropriation des connaissances par les stagiaires et le temps que vous proposez ne l'inclue pas.

Le calendrier d'écriture que nous avons reçu est intenable et inefficace : tous les chantiers se chevauchent, absence de visibilité globale et le travail réparti sur tous les établissements en même temps dans tous les domaines.

De plus c'est un désengagement de la DGFIP en matière de formation initiale et continue pour des raisons essentiellement budgétaires, qui entraîneront la fragilisation du réseau des établissements, des Cif et des Acif et une réduction drastique des emplois implantés au sein du réseau ENFiP. Dès lors les risques de mobilités forcées deviennent réels pour tous les personnels de l'ENFiP.

C'est une fragilisation sans précédent des fondamentaux nécessaires à l'encrage des agents dans

leur carrière et une mise sous condition de l'accès à la formation continue.

Ces nouvelles formations vont avoir un impact sur les collègues de la formation continue aussi car ils seront associés à l'écriture et devront parallèlement s'approprier l'outil « scénario ».

Par ailleurs, vous n'avez jamais convié à ce jour les administratifs et pourtant la réduction des scolarités prévues pour les A et B aura aussi un impact pour les services administratifs. Aucune information non plus sur l'organisation logistique des futures scolarités : la répartition des publics, la réforme des scolarités B et C.

C'est pourquoi nous vous demandons à nouveau, devant et avec tous les enseignants ici présents, de mettre en place de réels discussions avec les « sachants » afin de construire ensemble une nouvelle scolarité. Il faut donc indiscutablement reporter la mise en œuvre de la réforme pour que cela soit possible. Nous sommes pour une réelle concertation et non pas pour des groupes de travail réalisés au pas de charge où aucune marge de manœuvre ne sera possible.

Pour toutes ces raisons, l'ensemble des organisations syndicales appellent l'ensemble des personnels de l'Enfip à montrer leur volonté d'améliorer la formation professionnelle par un véritable dialogue à tous les niveaux.

C'est pourquoi les OS ici présentes, appellent tous les agents de l'ENFIP à être en grève le 11/7, jour du GT national consacré à la formation.

En effet il est indispensable, Monsieur le Directeur que la DG et vous-mêmes preniez conscience que vos personnels et plus particulièrement aujourd'hui vos chargés d'enseignement demandent à être écoutés et n'entendent pas laisser la réforme se faire sans agir.

Lyon, le 5 juillet 2017